

|  |
| --- |
| **QIIRO vous propose des modèles de documents juridiques éprouvés, à jour des dernières réformes et règlementations en vigueur. Néanmoins, nos modèles restent généraux et nécessitent d’être adaptés.**  **En cas de doute sur la rédaction ou les conséquences juridiques de l’un de nos modèles de documents, nous vous recommandons l’accompagnement par un professionnel du droit.**  |

LETTRE DE MISE EN DEMEURE

(Civilité)(Prénom) (Nom)

(Numéro de la rue) (Rue)

(Code postal de l’expéditeur) (Ville de l’expéditeur)

(Civilité)(Prénom) (Nom)

(Numéro de la rue) (Rue)

(Code postal du destinataire) (Ville du destinataire)

Fait à (Lieu), le (Date),

Lettre recommandée avec accusé de réception

Objet : Mise en demeure

(Civilité),

J’ai récemment pris connaissance de (à adapter selon le mode de publication de la diffamation : l’article, la page web, le livre), publié le (date) dans (à adapter : magazine et son numéro, adresse URL du site web, etc) dans lequel vous tenez les propos suivants à mon égard (retranscription des propos constitutifs d’une diffamation).

Ces propos sont constitutifs d’une diffamation à mon égard.

Pour rappel, l’article 29 de la loi de la presse du 29 juillet 1881 définit la diffamation comme “*toute allégation ou imputation d’un fait qui porte atteinte à l’honneur ou à la considération de la personne ou du corps auquel le fait est imputé*”.

Vos ont effectivement porté atteinte à mon honneur et à ma considération.

(Détailler dans quelle mesure les propos litigieux ont porté atteinte à votre honneur et à votre considération, et donc en quoi ils sont diffamatoires).

Cette situation peu confortable m’impose la rédaction de la présente afin de vous signifier votre mise en demeure de (à adapter selon le support de publication de la diffamation : retirer votre article des ventes, supprimer ces propos de votre page internet etc) .

Pour ceci, vous disposez pour cela d’un délai de dix (10) jours à compter la date de ce courrier, soit jusqu’au *(préciser : date de la lettre + dix jours)*. Dans le cas contraire, je m’autorise à engager une action en justice en diffamation afin de faire valoir mes droits et obtenir la réparation du préjudice causé par cette situation.

Dans l’attente de votre retour, je vous prie d’agréer, (Civilité), l’expression de mes sentiments les meilleurs.

(Prénom) (Nom)

(Signature)